AGIR POUR RENDRE LE MONDE JUSTE ET DURABLE

SÉMINAIRE DE LA CIDSE
9-10 SEPTEMBRE 2014

CIDSE
together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 3
Principaux résultats 4
Stratégies de changement transformationnel 5
Systèmes alimentaires 6
Climat, industries extractives et énergie 7
Inégalités économique, sociale, culturelle et entre les hommes et les femmes 8
Stratégies politiques pour changer de systèmes 9
Changer nos sociétés 10
Acteurs de changement 11
Conclusion 12

© Francesco Serafini

SÉLECTION DE PUBLICATIONS DES MEMBRES DE LA CIDSE

BROEDERLIJK DELEN: *«Movimientos sociales, solidaridad internacional y construcción de alternativas: ¿más allá del desarrollo?»*, août 2013
CAFOD: *«Common good and the economy»*, octobre 2014
ENTRAIDE & FRATERNITÉ: *«L'agroécologie et les systèmes alimentaires localisés : Les conclusions de six ans de réflexion»*, mars 2014
FASTENOPFER: *«What is a good life?»*, décembre 2013
MANOS UNIDAS: *«The Hunger Challenge: Food Security in our Globalized World»*, avril 2013
MISEREOR: *«Intercultural Reflections on the Global Common Good»*, juillet 2014
TRÓCAIRE: *«My Rights Beyond 2015: Making the post-2015 framework accountable to the world's poor»*, septembre 2013
Xavier Ricard, CCFD-TERRE SOLIDAIRE: *«Le progrès, c'est l'équilibre !»*, octobre 2013

Publié en janvier 2015
Par : CIDSE, rue Stévin 16, B-1000 Bruxelles, Belgique

Maquette et mise en page : Fuel, Bruxelles, www.fueldesign.be
Rédacteurs en chef : Bernd Nilles et Denise Auclair
Photos : Francesco Serafini, Karel Ceule et Cordaid

Un immense merci à tous les participants, ainsi qu'au groupe sur le développement durable et à l'équipe de la CIDSE pour leurs nombreuses contributions, et plus particulièrement à Denise Auclair, Chiara Martinelli et Yvette Pierret pour la coordination de ce séminaire.

Ce document est également disponible en allemand, anglais et espagnol.

NOTRE VISION D'UN MONDE JUSTE ET DURABLE

Nous voulons façonner un nouveau discours prophétique sur le bien-être des êtres humains au sein de la création, sur l'égalité des sexes, et sur la solidarité, dans une économie au service de la société, qui tient compte des frontières planétaires.

Cette vision est sous-tendue par plusieurs idées maîtresses :

- un partage plus équitable et la pose de limites dans l'usage des ressources mondiales ;
- des systèmes de gouvernance où les rapports de force sont démocratisés et des règles mondiales permettent à des alternatives locales de voir le jour ;
- des économies fondées sur un patrimoine commun, avec des structures et des acteurs diversifiés et décentralisés.

© Karel Ceule

INTRODUCTION

Depuis 2008, les effets des crises financière, économique, climatique, alimentaire et énergétique se font ressentir à travers le monde. L'évolution des schémas d'inégalité et des défis de plus en plus communs requièrent des perspectives mondiales plutôt que le traditionnel clivage « Nord-Sud ». Les cadres de coopération au développement connaissent de profonds réaménagements. Face à cette situation, l'alliance CIDSE et ses organisations membres ont engagé un débat de fond sur le développement et un avenir durable.

Ces six dernières années, la CIDSE s'est employée à remettre en cause les postulats relatifs à la croissance, au développement et à la consommation. Dans notre action aux côtés de nos organisations partenaires, nous nous efforçons de combattre les causes structurelles de l'injustice et de la pauvreté, qu'elles soient liées aux effets de l'exploitation minière, des changements climatiques, de l'accaparement des terres ou des injustices sexospécifiques. Le bon travail que nous effectuons s'accompagne toutefois d'un sentiment de frustration car les inégalités, la faim, les changements climatiques et les intérêts des entreprises continuent de faire la loi et de s'imposer aux populations et à la planète.

Il nous incombe par conséquent de remettre en cause notre façon de travailler et de tester de nouvelles approches. Nous l'avons fait, en favorisant un dialogue nourri de l'expérience et des nouvelles tendances et en préconisant de nouvelles façons de penser et de comprendre. Notre séminaire en mai 2013 a constitué une étape importante qui nous a aidés à dégager une vision commune de la « teneur » des changements nécessaires pour un monde juste et durable (voir l'encadré). Nous nous concentrons depuis sur les « modalités » de mise en œuvre de ces changements.

L'action de la CIDSE et de ses organisations membres a été marquée par une forte dynamique tout au long de 2013-14. Le séminaire « Agir pour rendre le monde juste et durable » que nous avons organisé à Bruxelles les 9 et 10 septembre 2014 et qui a réuni 70 participants de nos organisations membres, alliées et partenaires des cinq continents avait pour but de préciser les stratégies afférentes aux parcours de changement.

En tant qu'organisations confessionnelles, nous pouvons largement nous inspirer de la doctrine sociale de l'Église pour interpeller nos concitoyens sur le fonctionnement du système actuel et pour promouvoir des alternatives fondées sur des valeurs. Nos valeurs peuvent nous aider à « joindre les actes à la parole » dans notre travail et dans nos organisations, pour accroître notre crédibilité dans nos sociétés.

Nous savons que nous allons devoir opérer des choix stratégiques et conjuguer nos efforts avec ceux d'autres organisations selon des modalités nouvelles, afin de renforcer notre action collective en faveur d'un changement transformationnel. Ce séminaire a offert un espace de partage d'expériences, d'interrogations et d'inspiration pour nos stratégies en faveur de la réalisation des droits de l'homme et d'une vie digne pour tous.

Principaux résultats

AGIR POUR RENDRE LE MONDE JUSTE ET DURABLE, C'EST CONJUGUER PLUSIEURS ÉLÉMENTS :

Le sommet des Nations unies sur le changement climatique qui se tiendra à Paris en décembre 2015 offre une occasion unique de nous mobiliser en masse et de contribuer à l'avènement d'un mouvement mondial pour le changement. Les enjeux vont bien au-delà du domaine écologique : nous devons de toute urgence opérer des choix qui nous engagent sur la voie de la justice économique, sociale et environnementale pour toute l'humanité, sur notre planète commune. Les mouvements et les citoyens doivent unir leurs forces pour pointer les problèmes du doigt et proposer des alternatives. En tant qu'organisations catholiques de développement, nous pouvons renforcer les voix au sein de l'Église et démontrer qu'il existe des façons de vivre plus durables, sous-tendues par les valeurs de l'Evangile.

© Francesco Sevajni

▸ LE POUVOIR

Partout les populations aspirent à davantage de solidarité et à une bonne intendance de la création. Nous devons reprendre le contrôle sur nos choix de société et redonner le pouvoir au peuple. Il faut pour cela dénoncer haut et fort les injustices et démasquer les fausses solutions. Les discours politiques qui vont dans le bon sens étant souvent limités par d'autres influences, notamment par de puissants intérêts corporatifs, nous devons œuvrer à la démocratisation des prises de décision et ouvrir des « espaces de pouvoir ».

▸ DES RÉCITS

Notre démarche trouve son origine dans les graves injustices et les atteintes aux droits de l'homme que subissent chaque jour maintes communautés de par le monde. Nous avons besoin de récits systémiques qui intègrent les problématiques liées à l'alimentation, à l'extraction des ressources naturelles, au climat et à l'énergie, aux inégalités économiques, sociales et sexospécifiques. Par-delà « le Nord » et « le Sud », nous devons promouvoir un dialogue mondial autour de nos défis communs et de nos responsabilités mutuelles. Nous devons défendre les alternatives proposées par les populations, faire entendre des récits de changement transformationnel et toucher un plus large public au travers de messages simples et de médias alternatifs.

▸ LA MOBILISATION

Il n'y aura pas de changement politique sans changement ni mobilisation des populations et des communautés. Nous devons agir ensemble, faire le lien avec les mouvements sociaux, jeter des passerelles entre les luttes et les pays et contribuer à catalyser un mouvement mondial des jeunes, des femmes et des hommes qui désirent le changement. Nous devons écouter les communautés de base, aller à la rencontre personnelle des croyants et des non-croyants pour trouver ensemble des alternatives.

▸ UN CHANGEMENT QUI COMMENCE PAR NOUS

En tant qu'agences de développement, nous sommes appelées à nous pencher et à nous interroger sur notre façon de travailler, les limites de notre action et nos empreintes. Nous devons revoir nos relations avec nos organisations partenaires aux quatre coins du monde et apporter davantage de soutien au renforcement des initiatives prises par les populations. Nous devons revitaliser notre ancrage au sein de nos communautés et ouvrir des débats qui remettent en cause nos propres modèles de société. L'action politique, publique et de partenariat de même que le financement doivent faire partie d'un tout cohérent. « Joindre les actes à la parole » est sans doute le meilleur moyen de nous rendre crédibles comme acteurs de changement.

Stratégies de changement transformationnel

POUR AMÉLIORER NOS STRATÉGIES NOUS DEVONS CONTINUER D'AGIR SUR PLUSIEURS PLANS :

© Francesco Serafini

▸ CHANGER DE RÉCITS

Les nouveaux récits sont un processus vivant, basé sur le dialogue. Ils représentent notre vision et doivent s'accompagner d'un ensemble de questions, de principes et d'éléments tels que les valeurs de la doctrine sociale de l'Église, les droits de l'homme et la justice, par-delà le clivage Nord-Sud. Ils doivent dénoncer les causes systémiques de l'injustice sous toutes leurs facettes et s'ancrer dans des luttes réelles. Ils doivent démontrer la pluralité des alternatives par de puissantes histoires de changement à même d'inspirer, de motiver et de libérer. Ces récits doivent éveiller nos sens, nous donner un avant-goût des défis et des alternatives.

▸ DIFFUSER LE MESSAGE

Nous devons parler de manière claire et franche, diffuser des récits de changement liés à notre nouveau discours, accompagnés de messages simples et positifs. En dehors de notre action auprès des médias traditionnels, nous devons mettre nos ressources en commun pour créer des plates-formes et des canaux médiatiques alternatifs : chaînes de radio, médias sociaux, clips vidéo… Il faudra pour cela que nos équipes en charge de la communication, des campagnes et des questions politiques conjuguent leurs efforts et travaillent avec des agences aux idées novatrices.

▸ TISSER DES LIENS AVEC LES MOUVEMENTS

Il faut renforcer les capacités et créer des espaces permettant la mise en réseau. Nous pouvons faire office d'interfaces et de catalyseurs et utiliser notre pouvoir rassembleur pour jeter des ponts entre différentes communautés. Cela peut se traduire par une multiplication des échanges entre pays autour de stratégies liées à des luttes précises, mais aussi par un élargissement des points de vue et des rapprochements avec divers acteurs « sectoriels ». Cela peut aussi s'effectuer par un renforcement des relations entre les organisations, les militants et la jeunesse de nos pays et les mouvements qui existent sur d'autres continents. Il faudra pour cela développer une démarche intégrée, et notamment conjuguer le travail de programme et de plaidoyer.

▸ MOBILISER L'ÉGLISE

L'Église est une institution locale, nationale et mondiale formée d'une série d'entités et de personnes. Une approche pluridimensionnelle s'impose, fondée sur des principes simples et cohérents qui sont les dénominateurs communs de la plupart des luttes dans le monde. Le contexte théologique nous fournit cette base, mais nous devons nous employer à rendre ces textes accessibles et à leur donner un retentissement chaque fois qu'une opportunité majeure se présente, comme ce sera le cas avec la prochaine lettre encyclique sur l'écologie. Nous avons besoin du « leadership d'un milliard » pour capter les imaginations de toutes les personnes de foi et de bonne volonté et demander ensemble avec elles que l'option préférentielle pour les pauvres soit au cœur des prises de décision mondiales. Les jeunes en particulier devraient être invités à devenir les gardiens de la création.

▸ REVOIR NOTRE FAÇON DE TRAVAILLER

Nous devons consolider les efforts visant à mieux articuler l'action de plaidoyer, le travail de programme, les campagnes, l'éducation au développement et la collecte de fonds au sein de la CIDSE et de ses organisations membres. En d'autres termes, investir dans un « paysage » commun où le personnel en charge du plaidoyer aura une expérience directe du travail des partenaires et où le personnel en charge des programmes aura une vision complète du contexte mondial et des causes premières qui affectent les projets. Nos adhérents et nos sympathisants – notre base sociale – sont autant de promoteurs du changement en puissance, pour peu que nous fassions le lien entre eux et les problèmes dans nos propres pays et avec ceux d'autres continents. À cet égard, nous devrions réfléchir au rôle futur des agences catholiques de développement, y compris au sein de nos propres sociétés.

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Trust for Community Outreach and Education

TCOE (Afrique du Sud) travaille aux côtés des paysans et des agriculteurs pour renforcer leur capacité à pénétrer les marchés locaux et les accompagner dans leurs luttes contre l'accaparement des terres, de la biodiversité et de la souveraineté des semences par les entreprises multinationales. En collaboration avec Rural Women's Assembly, et en hommage à l'héritage laissé par Nelson Mandela, TCOE s'est lancé en 2013 dans une « Marche pour la liberté » qui, à chacune de ses 27 étapes, a rassemblé des petites exploitantes agricoles pour partager des semences et planter des cultures ou des arbres, en lançant un appel à la solidarité et à la fin de la famine, de la pauvreté, de la violence et de l'exploitation des ressources naturelles.

© Francesco Serafini

© Karel Cerule

Les systèmes alimentaires localisés apparaissent de plus en plus comme le moyen de réaliser le droit à l'alimentation. Il faudrait reprendre le contrôle sur les ressources naturelles et les systèmes alimentaires afin de les diversifier, de les décentraliser, de les rendre démocratiques et durables. Il est tout aussi urgent de s'atteler aux inégalités d'accès et sexospécifiques qui perpétuent l'insécurité alimentaire. Autonomiser les citoyens, les paysans et les consommateurs et ouvrir des « espaces de pouvoir » s'avère nécessaire pour garantir une transformation en profondeur de nos systèmes alimentaires et parvenir à la souveraineté alimentaire.

Nous devons combattre le discours dominant en matière d'alimentation, qui propose souvent une batterie de fausses solutions à une prétendue « crise de la production ». Des démarches trompeuses comme « l'agriculture intelligente face au climat » ne font que renforcer des pratiques préjudiciables et la concentration des marchés. L'élaboration d'un argumentaire critique, solidement étayé par des éléments probants, devrait nous permettre d'aborder le nœud du débat.

Nos objectifs requièrent une approche holistique, établissant un lien entre les diverses crises qui frappent simultanément nos systèmes alimentaires, environnementaux et économiques. Il s'agit dès lors d'aborder ensemble les problèmes que rencontrent les paysans et agriculteurs du Nord comme du Sud. Nous pouvons également promouvoir des actions qui tissent des liens entre paysans, consommateurs, églises et jeunes, y compris dans le contexte du développement rural. Ce faisant, nous pourrons mettre en évidence les responsabilités communes, mais différenciées, des divers acteurs concernés.

Proposer des alternatives positives pour une « bonne alimentation », c'est donner des exemples, soutenir les mouvements de base qui mettent les paysans et les petits producteurs au cœur de la dynamique et rechercher de nouveaux alliés, au sein des écoles notamment. Cette démarche suppose un changement de nos pratiques en tant qu'acteurs de développement.

« La majeure partie des denrées mondiales sont produites par de petits exploitants : leur permettre de s'asseoir à la table des négociations et d'exposer eux-mêmes leurs problèmes est vital. »

- George Dixon Fernandez, FIMARC

CLIMAT, INDUSTRIES EXTRACTIVES ET ÉNERGIE

GRUFIDES

GRUFIDES (Pérou) étudie les effets des exploitations minières sur les communautés locales. Des projets miniers de grande envergure ont eu de graves répercussions sur plusieurs régions d'Amérique latine, dont celle de Cajamarca au Pérou. On parle ici de transformation des paysages, de pollution de l'eau et de l'environnement, ainsi que du déplacement des populations locales. Ces projets ont également rendu les populations économiquement dépendantes en détruisant leurs moyens d'existence et bafoué la démocratie en soudoyant les forces de sécurité et en ignorant le processus de consentement préalable des populations autochtones. Dans la région de Cajamarca, le mouvement populaire a engagé une lutte locale pacifique qui s'est muée en une vaste mobilisation à laquelle se sont associées les villes voisines et qui a donné lieu à une marche nationale pour l'eau. Le mouvement s'est également trouvé des alliés parmi les mouvements anti-fracturation hydraulique et les investisseurs catholiques. En 2011, le projet Conga a été suspendu.

© CIDSE

© Karel Ceule

Lutter contre la surexploitation mondiale des ressources naturelles, c'est poser des limites. Dans de nombreux pays, l'expansion de l'activité minière empiète sur les droits, les terres et les moyens d'existence des populations. L'influence des entreprises sur la législation et les montants qu'elles versent aux forces de sécurité érodent la démocratie ; il faut clairement dénoncer ces pratiques. Les mouvements populaires ont remporté quelques victoires dans la lutte contre ces injustices, en trouvant par exemple des alliés et un large soutien pour geler le projet de mine à ciel ouvert de Conga au Pérou. Il convient par ailleurs de créer une entraide entre les mouvements locaux qui agissent dans les différentes zones concernées par les complexes industriels à visée agro-énergético-minière. Il existe de nouveaux outils pour ce faire, dont l'Atlas de la justice environnementale. De même, il est important de donner plus de visibilité aux communautés touchées en premier lieu par les changements climatiques.

Les changements climatiques ne doivent pas être considérés comme un sujet isolé, réservé aux seuls spécialistes : ils interfèrent avec les modes de vie, les paradigmes de développement et l'influence des entreprises sur les prises de décision politiques. Cet entrelacs de paramètres est à prendre en considération pour élaborer des modèles énergétiques alternatifs, décentralisés, sans carbone. Les solutions locales initiées par les populations, notamment en matière de gestion de l'eau, sont intéressantes mais ne se soucient pas forcément de la justice mondiale. Il faut abandonner les approches thématiques au profit d'approches systémiques et trouver un discours commun qui parle également de l'égalité des sexes. Cela permettrait de catalyser un mouvement mondial du pouvoir des peuples, autour du concept de « liberté » par exemple.

La constitution d'un vaste mouvement durable en faveur du changement nous ferait sortir du cercle des militants et du périmètre des négociations sur le climat. Tout en restant conscient des processus politiques, ce mouvement ne dépendrait plus seulement d'eux, sachant qu'ils peuvent pâtir d'un manque de volonté politique. Il anticiperait au contraire les moments où le changement peut avoir lieu, comme lors de la sortie de la prochaine lettre encyclique sur l'écologie. D'autres éléments-clés s'y ajouteraient comme des messages plus simples, le recours à des médias alternatifs, l'accompagnement des personnes dans un cheminement, comme par exemple un pèlerinage.

« Si le pouvoir est poreux, nous pouvons être granulaires. »

- Pablo Sánchez, GRUFIDES

INÉGALITÉS ÉCONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE ET ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Une refonte des paradigmes économiques est nécessaire afin de préserver la créativité humaine, l'inclusion sociale, l'égalité des sexes et la culture politique démocratique. À cette fin, il faut dénoncer les causes structurelles des inégalités, qu'elles soient de nature sociale, économique ou sexospécifique. Il s'agit donc d'identifier les principaux acteurs à l'origine de ces causes structurelles, y compris ceux qui représentent de puissants intérêts économiques. Il faut corréler les inégalités à d'autres dynamiques telles que l'exploitation minière, les changements climatiques ou les schémas de consommation.

L'égalité des sexes est au cœur de l'agenda de transformation. Il importe de poursuivre le dialogue sur les questions y afférentes avec un large éventail d'intervenants de la communauté catholique et d'ailleurs. Certaines approches sont en mesure de recouvrir à la fois les aspects économiques, écologiques, familiaux, personnels et politiques. Les mouvements de femmes figurent parmi les agents de changement les plus efficaces et doivent, à ce titre, continuer de bénéficier d'un appui. Les nouvelles technologies offrent de nouveaux moyens de briser les structures d'injustice. Les agences catholiques pourraient en outre engager une réflexion interne sur la question de l'égalité des sexes.

L'attitude des populations, de même que les choix collectifs ou individuels influencent les grands sujets d'équité. Aujourd'hui, des inégalités existent partout dans le monde, remettant en cause la pertinence du discours sur le clivage Nord-Sud. Cette évolution doit nous interpeller et nous amener à établir un lien entre les réalités économiques « d'ici » et de « là-bas », et à les rapporter aux populations de nos propres sociétés. Qui dit transformation, dit forcément réflexion sur le sens que nous accordons au mot « justice » et sur la façon dont nous nous inspirons de notre action auprès des personnes en situation de pauvreté, en réfléchissant aussi au rôle des classes moyennes dans le choix des orientations prises par nos sociétés. Nous pouvons trouver de bonnes pratiques et des innovations dans la lutte contre les inégalités autant dans l'action menée par nos partenaires dans d'autres pays qu'au sein de nos propres sociétés, dans les mouvements de jeunesse notamment.

« Parlez-moi au lieu de parler de moi. »

- Slogan adressé à l'OTAN par le réseau d'Afghanes soutenu par Cordaid lors d'une manifestation organisée à la veille du Sommet de l'OTAN à Newport, Royaume-Uni

© Karel Ceule

© Cordaid

CORDAID

Cordaid (Pays-Bas) suit la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies relative aux femmes, à la paix et à la sécurité, avec un accent particulier sur les zones de conflits dans les États fragiles. En concertation avec ses organisations partenaires, Cordaid a élaboré un Baromètre de la paix et de la sécurité des femmes. Cet instrument est utilisé dans des pays comme l'Afghanistan pour y mesurer la réalité quotidienne des femmes. Les données livrées par ce baromètre sont utilisées pour émanciper les femmes, renforcer leurs capacités et leur aptitude à influencer et à mettre en œuvre les politiques, et à interpeller les milieux politiques internationaux. Aux Pays-Bas, Cordaid participe également à des débats sur diverses questions liées à l'égalité des sexes, notamment celle de l'accès des femmes à la vie publique et économique.

STRATÉGIES POLITIQUES POUR CHANGER DE SYSTÈMES

FOCUS ON THE GLOBAL SOUTH

Etablie en Thaïlande, Focus on the Global South, travaille aux côtés de diverses autres organisations dans le cadre du projet « Systemic Alternatives », lequel a mis en lumière le potentiel de nombreux concepts alternatifs existants, dont le « buen vivir », la décroissance, la démondialisation, les droits de la Terre nourricière, l'éco-féminisme et l'éco-socialisme. Il en ressort qu'un concept alternatif se doit d'aborder des éléments et des défis essentiels comme le productivisme, le patriarcat, l'anthropocentrisme, le capitalisme, et surtout le pouvoir. L'expérience nous apprend qu'il existe des tensions entre les mouvements populaires et les dynamiques politiques. En Amérique latine, même les gouvernements progressistes s'en tiennent essentiellement à des paradigmes de développement destructeurs. S'employer à faire élire certains dirigeants ne suffit pas : il est essentiel de s'atteler à changer les règles du jeu.

© Francesco Serafini

© Karel Ceule

Notre plaidoyer a permis d'engranger certaines « victoires », et parfois d'éviter que les choses n'empirent. Un doute subsiste cependant : changeons-nous réellement la donne ? Notre aptitude à « mieux argumenter » et à convaincre les politiciens n'est-elle pas éclipsée par l'influence de puissants acteurs et intérêts établis ? L'espoir d'une pensée nouvelle issue des crises mondiales s'est évanoui au profit d'un retour au « business as usual » en termes de concentration des richesses et de recherche excessive du profit. Les incitants économiques font fi des préoccupations sociales et environnementales. Et certains « engagements politiques fermes », notamment ceux pris dans les accords commerciaux, réduisent le champ du possible en termes d'alternatives futures.

Plutôt que le « discours politique », nous devrions nous efforcer de changer les termes du grand débat en examinant l'économie sous le prisme des droits de l'homme, de la dignité et de la durabilité. Ce qui veut dire dénoncer l'idéologie de l'égoïsme et élaborer un nouveau discours convaincant, à même de transpercer des schémas de pensée aussi profondément ancrés que le désir « d'avoir plus ». Un discours qui trouvera sa source dans les messages d'amour et de partage de l'Evangile, et touchera l'autre dans ce qui fait son humanité : la spiritualité, la culture, l'art, la musique, le sens de l'humour.

Pour changer le rapport de force, il faut impérativement élaborer un agenda des peuples suffisamment fort que pour remettre en cause les intérêts établis, y compris ceux des entreprises qui sont concentrées. Diverses alternatives voient le jour au plan local, qui souvent ne tiennent pas compte de la situation globale. Bon nombre de mouvements sociaux sont apparus tels du « popcorn », pour aussitôt disparaître. Bien qu'il importe de conserver notre place dans les prises de décision démocratiques, le centre de gravité de notre action ne devrait pas se limiter aux seules stratégies de lobbying. Nous devrions accorder une plus grande attention à la consolidation des mouvements sociaux, en déterminant le rôle particulier qu'un réseau catholique pourrait jouer à cet égard.

« Nous devons trouver un nouveau discours, porteur d'un message de bonté, de sacrifice, d'amour et de partage. Les familles devraient consommer pour vivre et non vivre pour consommer. »

- Lorna Gold, Trócaire

CHANGER NOS SOCIÉTÉS

CAFOD

CAFOD (Angleterre et Pays de Galles) participe à une campagne sur le climat dans le cadre d'une large coalition britannique. L'un des objectifs de cette campagne est de concourir à l'élaboration d'un discours à long terme sur le climat, destiné à un large public et qui n'est pas tributaire de la séquence politique du moment. La campagne entend délivrer un message positif au public et créer un espace où les politiciens pourront parler des changements climatiques. Elle cherche à amorcer des débats, partant du principe que nous aimons tous quelque chose qui est menacé par les changements climatiques. Les exemples se rapportent à la fois aux effets subis par le Royaume-Uni et par d'autres pays. Le principal slogan est : « Pour l'amour de… Faisons quelque chose pour lutter contre les changements climatiques ». Bien que l'insertion de revendications afférentes au mode de vie ne soit pas évidente dans le cadre d'une campagne, elle peut engendrer plus d'authenticité, d'impact et de mobilisation, avec une dimension solidaire.

© Francesco Serafini

Nous vivons une époque où les crises systémiques et l'échec des paradigmes de croissance deviennent de plus en plus patents. Les gens manifestent de plus en plus, cherchent des alternatives et testent de nouveaux modes de vie. Or un changement significatif et durable paraît encore difficile à atteindre faute de volonté politique, face aux changements climatiques par exemple. L'engagement citoyen et le changement social offrent d'immenses perspectives dont nous devons apprendre à connaître les rouages. La transformation sociale agit au niveau des valeurs essentielles qui motivent tout acte humain. Un moyen d'y parvenir consiste à essayer de « repositionner » les valeurs de la société. La durabilité de la transformation sociale est un défi pour lequel nous avons beaucoup à apprendre de la richesse et du savoir d'une multitude de cultures et d'expériences à travers le monde, et en particulier des valeurs autochtones. Il s'agit notamment d'aider les personnes à devenir des citoyens actifs plutôt que passifs, à promouvoir le partage en lieu et place de l'individualisme, à favoriser l'innovation en lieu et place de l'immobilisme, et à engranger des résultats concrets plutôt que de réfléchir dans l'abstrait.

Pour élaborer de nouveaux récits, il convient de mobiliser et d'interagir avec un public plus large en montrant en quoi les défis systémiques le concernent au niveau quotidien et personnel. C'est le cas des changements climatiques, une crise qui touche tout le monde, quel que soit sa situation économique ou sociale, même si c'est de manière et à des degrés divers. L'établissement de corrélations entre les dimensions politiques et comportementales, surtout dans nos actions de campagne, est vital pour conférer aux populations le pouvoir de bâtir un monde meilleur.

Ce sont les mouvements populaires, les organisations locales et d'autres qui tiennent les rênes de l'innovation sociale. Ces expériences créent de nouvelles façons d'interagir et de communiquer entre nous autrement qu'en consommateurs et favorisent le sens collectif. Nous pourrions étudier d'autres méthodes de travail auprès des populations pour les inciter à expérimenter et à consolider des alternatives.

« Les rêves et les espoirs des populations ne transparaissent pas dans les décisions du gouvernement à cause de l'impératif de croissance. »

- Shri Jagadananda, Centre for Youth & Social Development

© Francesco Serafini

ACTEURS DE CHANGEMENT

MISEREOR

MISEREOR (Allemagne) a mis en place des processus d'apprentissage mutuel et de partage d'expériences entre ses collaborateurs et les organisations partenaires avec lesquelles ils travaillent. L'idée est de développer de nouvelles approches et de faire mieux comprendre et apprécier les processus participatifs. Il s'ensuit que les communautés se sentent plus en confiance pour évaluer les initiatives et les innovations locales. Dans plusieurs districts pauvres de l'Etat d'Orissa (Inde), des paysans locaux dirigent des programmes d'échange de savoirs au travers de séminaires et d'ateliers de quartier sur les semences. Les hommes et les femmes de différentes communautés ont par ailleurs été associés à des campagnes de plaidoyer couronnées de succès, s'opposant aux politiques agricoles néfastes du gouvernement.

© Francesco Serafini

© Karel Caule

Des processus pilotés par les populations peuvent aboutir à un véritable mouvement de mobilisation et à des changements au plan local. Les communautés marginalisées peuvent contribuer à concrétiser leur propre vision du bien-être et à avoir une réelle chance de participer au développement socio-économique. Aujourd'hui, il nous manque cependant des recherches et des réflexions de la part des acteurs de base pour décrire leurs différentes perceptions du développement et la façon dont nous voudrions vivre ensemble à l'avenir.

Une approche traditionnelle bâtie autour de projets risque d'être conditionnée par les exigences des donateurs et des impératifs techniques très éloignés des besoins et de la réalité complexe des communautés que nous servons. Un modèle qui considère les collaborateurs des ONG comme des experts peut faire de l'ombre aux solutions et aux processus de changements proposés par les populations locales. Il est important de réfléchir à la responsabilité de nos organisations. Un rôle de facilitation, de catalyse et d'accompagnement des processus de changement des communautés locales leur conviendrait sans doute mieux. Il faut des relais, des espaces d'appui pour établir des liens entre les diverses initiatives menées par les populations afin de construire une dynamique sociale en faveur d'un plaidoyer aux mains des populations.

Le temps est venu de repenser nos missions futures et notre façon de travailler. Notamment au travers d'une réflexion sur nos démarches de plaidoyer, de notre travail de programme et de nos modèles de partenariat et de financement. Notamment aussi en devenant un trait d'union entre des réseaux et des acteurs qui œuvrent pour la transformation sociale, dans nos sociétés et ailleurs. Il faut créer des liens, une articulation et un échelonnement entre les différents espaces de mobilisation, en mettant à profit l'expérience du Forum social mondial. Élaborer un nouveau discours, commun et plus large, est un élément important. Notre travail avec l'Église nous ouvre également des horizons et des perspectives intéressantes.

« Un 'changement de paradigme' ne doit être ni unilatéral ni arrogant. Les relations et les attitudes doivent être placées sous le signe de l'humilité, de la participation et du respect de l'autre. »

- John Patrick Ngoyi Kasongo, Commission justice, paix et développement

CONCLUSION

© Francesco Serafini

© CIDSE

En ce moment même se tiennent des débats internationaux qui vont déterminer le sort des prochaines années. Des décisions vont être prises concernant les futurs Objectifs de développement durable et leur financement, l'accord mondial sur le climat, les modèles d'agriculture et d'entreprises. Nous nous référerons aux résultats de ce séminaire dans ces différents domaines d'activité qui sont les nôtres ainsi que dans le projet d'action commune 2015-2017 au travers duquel nous comptons inviter les citoyens à changer de mode de vie au profit de schémas plus durables.

Une série de questions et de défis stratégiques ont été identifiés : ils seront repris dans la discussion du prochain Cadre stratégique 2016-2021 de la CIDSE. Nous retournons à nos activités, investis de l'immense énergie que nous avons ressentie au cours de ce séminaire et qui va nous aider à sortir de notre zone de confort. Inspirés par les paroles du Pape François, qui incite l'Église à aller dans les rues et les banlieues, nous trouvons « de la solidarité dans nos doutes » au moment de déterminer notre future trajectoire. Convaincus de l'importance du moment et de la nécessité de s'en saisir, nous continuerons de conjuguer nos efforts au sein de la famille CIDSE et au-delà, sachant que l'union fait la force.

Bernd Nilles, Secrétaire général de la CIDSE
Denise Auclair, Conseillère politique de la CIDSE

CIDSE
together for global justice
ensemble pour un monde de justice
juntos en pro de la justicia global

Membres de la CIDSE

Autriche	Belgique	Belgique	Canada
Angleterre et Pays de Galles	France	Allemagne	Irlande
Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Portugal	Slovaquie
Ecosse	Espagne	Suisse	Etats-Unis